

Quand la cohésion sociale se fissure

MA PARTITION FÉDÉRALE

Sidération. Un quart de la classe moyenne suisse ne peut pas faire face à une dépense imprévue de 2500 francs. Derrière cette statistique se cache une réalité brutale. Car 2500 francs, c'est la franchise de l'assurance maladie après une appendicite. C'est l'embrayage de la voiture qui permet d'aller travailler. C'est l'ordinateur d'un indépendant qui lâche au mauvais moment. Ne pas pouvoir faire face à l'imprévu, c'est vivre avec la peur permanente qu'un incident du quotidien fasse tout vaciller. Pourtant, nous parlons ici de personnes qui travaillent. De personnes qui ont toujours fait ce qu'on leur a dit de faire: étudier, travailler, payer leurs factures. De personnes qui font leur part. Et qui découvrent qu'on les a trahies.

Colère. Au début de la législature, j'ai dû me battre comme une lionne pour faire adopter une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Je ne demandais pas une révolution. Même pas une nouvelle prestation sociale. Je demandais simplement qu'on applique la Constitution. Eh oui, la Confédération a une responsabilité en matière de lutte contre la pauvreté. Elle doit coordonner les efforts des acteurs en première ligne (cantons, villes, ONG) et jouer un rôle actif dans la prévention. J'ai tout entendu. Que les pauvres ne sont pas vraiment pauvres. Que la pauvreté n'est pas du ressort de la Confédération. Que la responsabilité individuelle doit primer. Pourtant, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions qui pèsent sur le pouvoir d'achat des gens, l'Assemblée fédérale semble beaucoup moins pudique. Primes maladie, assurances sociales, fiscalité, logement, conditions-cadres du travail: on vote sur tout cela. Avec les conséquences que l'on connaît.

Stupeur. Parce que le problème est peut-être là. Nous votons ligne après



ESTELLE REVAZ

VIOLONCELLISTE, CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/GE)

Lorsqu'une société arrive à des écarts aussi indécents, elle finit par fragiliser sa cohésion

ligne, réforme après réforme, sans jamais regarder ce qu'elles produisent une fois additionnées dans la vie réelle. Pris séparément, chaque vote paraît raisonnable aux yeux de la majorité de droite. Une hausse ici. Une économie par-là. Une réforme présentée comme pragmatique ailleurs. Mais additionnées, ces décisions finissent par étouffer celles et ceux qui se lèvent tôt... pour reprendre le slogan du PLR. Jusqu'au moment où l'on feint de découvrir que ce sont précisément ces gens-là qui en font les frais.

Incompréhension. Parce que la Suisse ne manque pas de richesse. Elle en produit d'ailleurs de plus en plus. Mais aujourd'hui, 1% de la population possède la moitié du patrimoine du pays, tandis que 20% des Suisses n'arrivent pas à faire face à une dépense imprévue de 2500 francs. La richesse augmente. Les inégalités aussi. Et lorsqu'une société arrive à des écarts aussi indécents, elle finit par fragiliser sa cohésion.

Inquiétude. Lorsqu'on perd pied, on cherche une prise à laquelle s'agripper. On a besoin de croire qu'une issue est possible. Et c'est précisément là que les réponses simplistes font mouche. Elles séduisent en donnant un nom à l'angoisse, un visage au problème et l'impression rassurante qu'une solution est à portée de main. Les responsables semblent alors tout trouvés. Les frontaliers. Les étrangers. Parfois même l'Union européenne tout entière. Pourtant, ce ne sont pas eux qui ont voté les lois qui ont conduit tant de Suisses au bord du gouffre.

Détermination. Ce n'est pas un hasard si les sondages prévoient un résultat aussi serré pour l'initiative des «10 millions». L'ironie de la situation? Elle a été lancée par un parti qui prétend défendre la classe moyenne, mais qui combat le salaire minimum, refuse de renforcer la protection sociale des indépendants et freine les mesures capables de réellement soulager le pouvoir d'achat des Suisses. Il contribue au problème, puis désigne l'étranger comme responsable. Une mécanique malheureusement bien rodée.

Espoir. Pourtant, une autre voie existe. Une voie qui a fait ses preuves. Moins spectaculaire. Moins instagramable. Plus exigeante aussi. Elle demande aux responsables politiques d'avoir une véritable vision pour le pays, de regarder enfin les effets cumulés de leurs décisions et de penser au-delà des intérêts particuliers. Elle est également plus exigeante pour les citoyens. Elle demande de penser au-delà des slogans et de participer activement à la vie démocratique.

La cohésion sociale ne disparaît jamais d'un seul coup. Elle se délite lentement. Décision après décision. Mais c'est aussi ainsi qu'elle se reconstruit. ■